

LE DEVOIR



LES ARTS

L'impitoyable Flaubert
de Robert Lalonde

Page C 1

IDÉES

La nouvelle chronique
de Denise Bombardier

Page A 11

Vol. XCII N° 4

LES SAMEDI 13 ET DIMANCHE 14 JANVIER 2001

1,95 \$ + TAXES = 2,25 \$

Chevrette ravive l'idée d'une « sortie de secours »

Parizeau souhaite plutôt que le prochain chef relance la machine de la souveraineté

KATHLEEN LÉVESQUE
LE DEVOIR

La démission de Lucien Bouchard a déjà provoqué la réouverture d'un débat, au sein du Parti québécois, sur la stratégie référendaire.

Les uns, dont Jacques Parizeau, souhaitent que la course au leadership soit l'occasion de remettre la souveraineté sur ses rails. Les autres, dont le ministre Guy Chevrette, voudraient que celle-ci permette plutôt aux militants péquistes de remettre en question les stratégies actuelles et d'envisager, du moins à court terme, d'autres options que la souveraineté proprement dite.

Par exemple, M. Chevrette suggère d'examiner la possibilité que le Québec cherche à récupérer des pouvoirs d'Ottawa un après l'autre, un peu comme le suggérait Jean-François Lisée avec *Sortie de secours*, l'hiver dernier.

À l'occasion d'une entrevue à CKAC, hier, M. Parizeau a souhaité que le prochain chef péquiste relance la machine en faveur de la souveraineté. À cet égard, il est appuyé par les principaux dirigeants des associations péquistes de Montréal.

Mais ceux-ci ne feront pas l'unanimité. En entrevue à l'émission *Le Point*, de Radio-Canada, jeudi soir, l'ancien ministre Claude Charron a soutenu que le problème des souverainistes n'en est pas un de stratégie de vente. Selon lui, c'est le produit qui ne correspond pas à l'humeur actuelle des Québécois.

«Je trouve navrant, a ajouté l'animateur de télévision, de voir comment on va tout de suite reprendre le

VOIR PAGE A 12: PQ

Les enfants de la DPJ



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Quand il faut sortir un enfant [de son foyer], c'est la chose la plus déchirante. L'enfant a souvent beaucoup de peine. Je prends l'exemple d'un enfant battu par un parent. Ce n'est pas parce qu'il n'aime pas le geste qu'il n'aime pas cette personne», selon une responsable d'un centre jeunesse.

Chronologie d'une décision ... ou les trois dernières semaines de Lucien Bouchard

ROBERT DUTRISAC
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Tout au long des vacances des Fêtes, le premier ministre Lucien Bouchard a mûri la décision qui devait mener à l'annonce de son départ, jeudi. Cette réflexion, il l'a menée seul avec son épouse, sans consulter les ténors de son gouvernement. Et c'est son directeur de cabinet, Hubert Thibault, qui a été informé en premier au sujet de l'aboutissement radical de cette réflexion.

C'est ce qu'on rappelle dans l'entourage de M. Bouchard tout en soulignant qu'à la fin de la session, il avait confié qu'il ressentait une certaine lassitude. Il n'avait pas caché à ses proches collaborateurs ainsi qu'à certains de ses ministres, notamment le vice-premier ministre Bernard Landry et le ministre des Ressources naturelles et leader parlementaire Jacques Brassard, que le résultat des élections fédé-

VOIR PAGE A 12: CHRONOLOGIE

■ Autres informations en pages A 2, A 3, A 4, A 10 et A 11

INDEX

Annonces.....	B 9	Idées.....	A 11
Avis publics..	B 8	Monde.....	B 10
Bourse.....	B 7	Mots croisés..	B 8
Carrières.....	B 4	Météo.....	B 12
Économie.....	B 1	Plaisirs.....	B 12
Éditorial.....	A 10	Politique.....	A 8
Fonds.....	B 5	Sports.....	B 11

Radiographie d'un organisme décrié

Le dépôt du rapport Bartkowiak a provoqué une commotion à la direction des Centres jeunesse de Montréal. Rendue publique au début du mois de décembre, cette enquête ministérielle concluait que le commandement du vaisseau amiral provincial pour aider les jeunes en difficulté était déficient. Afin de connaître mieux les rouages de cet épineux réseau de services, *Le Devoir* est allé sur le terrain. Radiographie d'un organisme décrié mais méconnu.

VALÉRIE DUFOUR
LE DEVOIR

Premier de deux textes

Il faut voir l'organigramme des Centres jeunesse de Montréal (CJM) pour comprendre sa complexité: 87 points de service, 3000 employés, 21 syndicats et, surtout, 7977 jeunes sous sa charge.

Trois heures du matin: engueulade entre deux conjoints. Pif Paf! La mère se retrouve à l'hôpital, le père est arrêté par les policiers. Que fait-on avec l'enfant? Une équipe d'urgence des CJM ira le chercher et l'emmènera dans un lieu sûr.

Des cas comme celui-ci n'ont rien d'inhabituel pour la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ) de Montréal, qui est le point d'entrée des enfants sous la responsabilité des CJM. La DPJ joue le rôle de chef d'orchestre du système. En effet, c'est le personnel de cet organisme qui reçoit les signalements, qui évalue les cas et qui décide quelles mesures seront prises pour corriger la situation, et qui assure la révision des dossiers. Ultérieurement, la DPJ est responsable personnellement de chacun des enfants sous sa protection.

Ce n'est qu'une fois traités que les dossiers naviguent vers la direction des services à la jeunesse et ses sept divisions territoriales pour l'île de Montréal. De là, les jeunes seront desservis directement. «C'est une organisation complexe et un travail complexe», convient la DPJ adjointe, Denise Lalonde.

Complexe et nécessaire, faudrait-il ajouter, puisque le flot des signalements est constant. Le téléphone ne déroule pas: abandon, négligence, violence, sévices corporels, agressions sexuelles, troubles de comportement... Au total, environ 6800 signalements par année, soit entre 150 et 160 par semaine.

«Depuis un an, c'est la folie furieuse: le volume d'appels augmente constamment», signale Serge Descôteaux, chef du service de réception et de traitement des signalements. «Montréal est de plus en plus pauvre et il y a beaucoup de familles monoparentales.» Environ 50 % des signalements sont retenus pour évaluation et ce service fonctionne jour et nuit. «C'est notre salle d'urgence»,

VOIR PAGE A 12: RADIOGRAPHIE

Les universités rapatrient des cerveaux exilés

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Grâce à un programme fédéral de chaires de recherche, qui vise à freiner l'exode des cerveaux, l'université McGill a recruté l'ensemble de ses chercheurs aux États-Unis ou ailleurs à l'étranger, raflant au passage le record de l'université canadienne ayant courtisé le plus hors du Canada.

D'autres universités québécoises, telles Laval et l'Université de Montréal, voient aussi en ce programme l'occasion rêvée de présenter un pont d'or à d'excellents chercheurs ayant quitté leur établissement, la province ou le pays pour des offres — souvent américaines — beaucoup plus intéressantes.

Des 195 chaires de recherche que le premier ministre Jean Chrétien a octroyées peu avant Noël, l'université McGill en a obtenu sept, pour lesquelles elle a présenté sept candidats venus d'ailleurs.

À l'heure où la dure concurrence que se livrent les universités sur l'échiquier international bloque souvent le recrutement des meilleurs candidats, McGill a recruté à elle seule sept des quatorze chercheurs étrangers que le programme entier compte, et ce grâce aux conditions financières avantageuses que lui permet le Programme de chaires de recherche du Canada.

Avec cette initiative, lancée lors du dernier budget, le gouvernement fédéral s'engageait à octroyer 900 millions en cinq ans, attribuant au total 2000 chaires aux universités canadiennes et leur promettant de surcroît la récurrence de ces sommes.

«Le programme de chaires a été pour nous un outil de recrutement externe remarquable, très utile, qui nous a permis de convaincre des candidats de venir travailler pour nous», explique Luc Vinet, vice-principal à l'enseignement à McGill. Pour cette première tranche d'attribution des chaires 2000-01, l'établissement a présenté sept candidats, trois d'entre eux étant des Canadiens partis travailler aux États-Unis, gonflant au passage les statistiques de l'exode des

VOIR PAGE A 12: CERVEAUX

La banlieue en campagne

Après des mois de lutte féroce contre le projet «une île, une ville» mais quelques jours seulement après que le maire de Montréal, Pierre Bourque, eut confirmé sa candidature à la future mairie, les maires des villes de banlieue ont annoncé hier leur intention de se lancer à leur tour à la conquête de la nouvelle ville avec la création d'un nouveau parti politique municipal. Si le nouveau parti, pour le moment, n'a ni nom, ni candidat à la mairie, ni programme électoral, cela ne devrait toutefois pas tarder. Un groupe de travail a en effet été formé pour discuter de ces questions dès la semaine prochaine. Par ailleurs, La ministre Harel a finalement dévoilé hier la composition du comité de transition qui sera chargé de mettre en place la nouvelle ville de Montréal d'ici le début de l'année prochaine. Ce comité s'est fixé d'entrée de jeu les objectifs ambitieux d'améliorer la qualité des services municipaux, d'augmenter le degré de satisfaction des citoyens ainsi que de rétablir la paix et un esprit de coopération dans l'île.

■ À lire en page A 7

Participez au CONCOURS

Les charmés de la Sicile

Tous les détails
ce mardi dans
LE DEVOIREn collaboration avec
SOL BEC sabena
TOURS INC.

LE DEVOIR ACTUALITÉS

C Fiction, émotion, ovation : «Sentimentales funérailles» à la Chaîne culturelle. Détails en page 8 de L'agenda du Devoir.

Découverte d'une lésion peut-être cancéreuse dans le dos de Bill Clinton

ASSOCIATED PRESS

Washington — Les médecins ont découvert une petite lésion, peut-être cancéreuse, dans le dos de Bill Clinton. Mais, selon eux, cette lésion peut être traitée en consultation externe et ne constitue pas une menace pour la santé du président américain sortant.

Cette conclusion figure dans le bulletin de santé publié hier par les médecins de l'Hôpital naval de Bethesda à l'issue des examens médicaux subis par Bill Clinton, les derniers avant son départ de la Maison-Blanche le 20 janvier prochain.

Les dermatologues qui ont observé le président ont découvert une lésion «suspecte», petite et plate, dans son dos. «Il avait déjà des taches dues aux effets du soleil, mais c'est la première fois qu'il a des taches suspectes de cancer de la peau», a déclaré le docteur David Corbett, ancien chef du service de dermatologie dans cet hôpital.

Les médecins ont jugé cette tache «très suspecte», qui évoquait une lésion de la peau peut-être cancéreuse, et l'ont donc retirée par biopsie. Les résultats de cette biopsie seront publiés la semaine prochaine.

«Le carcinome cellulaire basal est le type de cancer de la peau le plus commun», a expliqué le Dr Corbett. «C'est un type de cancer de la peau à évolution locale lente, ce n'est pas une menace pour sa santé ou quoi que ce soit. C'est une très petite tache.»

Outre cette lésion, les médecins ont constaté une élévation de son taux de cholestérol (graisse dans le sang), malgré un poids qui est resté constant depuis son dernier bilan de santé en 1999. Ils lui ont donc prescrit un traitement pour ramener ce taux à des niveaux plus normaux.

Lors de sa première visite médicale présidentielle à l'Hôpital naval de Bethesda en 1994, le chef de la Maison-Blanche pesait 95,3 kilos pour une taille de 1,89 mètre. Lors de cette sixième et dernière visite, il pesait 97,1 kilos. Quant à son taux de cholestérol, il est passé de 204 à 233 (le taux de cholestérol est considéré comme normal entre 120 et 200). Enfin, son pouls au repos est passé de 57 à 60.

Sur le chemin du retour à la Maison-Blanche, après ces trois heures d'examen, Bill Clinton a reconnu que ses habitudes alimentaires et son manque d'exercice étaient en grande partie responsables de son taux élevé de cholestérol.

«Mon cholestérol est un peu trop haut parce que je ne fais pas assez d'exercice et que j'ai mangé trop de desserts à Noël», a admis le président américain. «Mais, dans six mois, il sera redevenu normal.»

Après son départ de la Maison-Blanche, Bill Clinton aura tout le temps qu'il souhaite pour faire de l'exercice, selon ses collaborateurs. «Avant de partir [faire son bilan], le président nous a dit qu'il était impatient de revenir à la vie civile, car il pourra avoir un emploi du temps plus régulier, a rapporté Jake Siewert, porte-parole de la Maison-Blanche. Il fera de l'exercice plus régulièrement, se remettra à faire du jogging et retrouvera une forme physique tip-top.»

Précision

Veillez prendre note que la pièce Monsieur Bovary, qui fait l'objet de la une du cahier Arts de l'édition d'aujourd'hui, est une coproduction du Théâtre du Trident, du Centre national des arts et du Théâtre du Nouveau Monde.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333 Par télécopieur (514) 985-3360 Par courriel redaction@ledevoir.com

L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346 Par télécopieur (514) 985-3390

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399 Par télécopieur (514) 985-3390 Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344 Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322 Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355 du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30 Par télécopieur (514) 985-3390 Par courriel abonnements@ledevoir.com Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié le lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

PQ

SUITE DE LA PAGE 1

chemin du «on va repenser à notre manière de vendre notre produit». Mais ce n'est pas là le problème car, s'il était là le problème, Lucien Bouchard serait encore là parce qu'il serait le meilleur homme pour le vendre, le produit. Le problème, c'est le produit lui-même, et je me demande si, au Parti québécois, on est prêt à faire ce que René Lévesque a fait en 1984 et que Lucien Bouchard n'a pas voulu faire parce qu'il s'est dit que ça allait mener à la même crise que Lévesque avait traversée en 1984.»

«Devant l'impassibilité de l'électorat actuellement, a-t-il demandé, n'y aurait-il pas un candidat à la chefferie au PQ qui dirait, tout en proposant la souveraineté du Québec et en maintenant l'article 1: je propose [pour le Québec au sein du Canada] de façon intérimaire un statut comme la Catalogne au sein de l'Espagne?» La Catalogne est considérée comme un Etat autonome.

À la même émission, le ministre des Transports, Guy Chevrette, s'est montré d'accord avec son ancien collègue. «Sur l'essentiel, il ne faut pas avoir peur de remettre en question ses stratégies, faut pas avoir peur de remettre en question ses démarches quand on voit qu'elles sont sclérosées.»

À l'occasion d'une conférence de presse, hier matin, M. Chevrette a renchéri: «Quand on a une proposition devant nous, pis que ça évolue pas, pis que ça avance pas, ça progresse pas, qu'essé qu'on fait? On dit quel plan d'action on pourrait se donner pour déclencher cela. Est-ce que ça pourrait être par exemple d'aller chercher certains pouvoirs de façon spécifique, faire une lutte pour enclencher une bataille dans tel sens pour aller chercher tel pouvoir? Est-ce que ce serait pas de proposer un scénario qui ressemble [...] à Maastricht?»

La ministre des Affaires municipales, Louise Harel, a réagi avec crédulité à cette proposition. «Ça m'étonnerait beaucoup que M. Chevrette ait dit une telle chose, dit-elle. S'il y a une évidence, une certitude qui a fait parmi nous l'unanimité, y compris dans nos discussion ministérielles hier, c'est l'extrême nécessité de la souveraineté.» Mme Harel a aussi précisé qu'elle ne serait pas candidate à la direction du parti. Elle va se consacrer entièrement à la mise en place des fusions municipales.

L'ancien premier ministre Jacques Parizeau ne voit pas les choses de la même manière. Pour lui, au contraire, ce n'est pas le projet qui est en cause mais la façon de le mettre en marche. Dans une entrevue à CKAC, hier matin, il a reproché à Lucien Bouchard d'avoir arrêté la marche de la souveraineté depuis le référendum de 1995, se contentant d'un «ronronnement souverainiste [...] tous les deux, trois mois, histoire de montrer qu'une certaine ferveur est toujours là.»

«Depuis 1995, le gouvernement de M. Bouchard a été pris par des tâches qui l'ont beaucoup accaparé [le déficit zéro, par exemple, et récemment les fusions municipales], qui demandent un courage considérable, des opérations qui l'ont beaucoup accaparé et qui ont fait que, pendant plusieurs années, la marche vers la souveraineté

à toute fin pratique s'est arrêtée», a déclaré M. Parizeau. «Ça n'aurait pas été grave si un groupe de ministres avait activement travaillé sur le cadre de la souveraineté. On pourrait admettre qu'un premier ministre dise: écoutez, j'ai beaucoup d'autres choses à faire mais je charge tel groupe de s'occuper de ça. Le groupe, en pratique, n'a jamais été là.»

Avec un nouveau chef, M. Parizeau souhaite voir surgir «un nouvel état d'esprit». «Ce qui s'est passé a pu provoquer un choc, dit-il, et faire en sorte qu'on va réfléchir et repartir avec un horizon de travail, de convictions, d'efforts de vente de la souveraineté qui soit beaucoup plus clair que ça l'a été depuis cinq ans.»

M. Parizeau rejette l'idée qu'une aile dite radicale au sein du parti a eu la peau de M. Bouchard. «À force de laisser se dissoudre l'objectif de la souveraineté, à force de ne pas réfléchir à la façon de la faire progresser, de ne pas l'adapter au monde d'aujourd'hui, effectivement ceux qu'on a appelés les purs et durs, les orthodoxes, beaucoup sont partis. S'il y a eu une grande défaite de quelqu'un dans les cinq dernières années, c'est la défaite des militants souverainistes.»

Et un certain nombre d'entre eux sont restés et ont mis l'accent sur la langue puisqu'on ne parle pas de souveraineté. Un bon nombre de choses que l'on considère comme des débordements sur le plan de la langue aujourd'hui viennent essentiellement d'une volonté de certains militants de faire avancer la cause souverainiste sous un autre angle.

Le président du regroupement péquiste de Montréal-Centre (qui compte 14 circonscriptions), Mario Beaulieu, souhaite que le prochain chef soit quelqu'un «capable d'intégrer un discours de raffermissement de la langue et un discours inclusif sur la souveraineté, ce qui est intimement lié. Il faut faire du français la vraie langue commune qui permet d'inclure les nouveaux arrivants». Selon lui, «il ne faut pas exclure la possibilité de tenir un référendum dans le présent mandat mais il faut d'abord ramener la souveraineté au centre des débats, ensuite on établira un échéancier.»

Son collègue président de la région de Montréal-Ville-Marie (17 comtés), Luc Thériault, affirme que la course au leadership ne met pas en veilleuse la nécessité de la tenue d'un référendum dans le présent mandat. «Si l'échéancier devait être repoussé, les moyens pour actualiser le projet souverainiste, eux, doivent être mis en place, dit-il. On doit profiter du fait que l'on est au pouvoir.»

«La stratégie du bon gouvernement n'est pas une stratégie mais un devoir. Ça aurait dû être combiné à une stratégie de promotion de la souveraineté. En dehors de l'enceinte du Parlement, nous n'avons pas occupé l'espace politique.» Le candidat à l'investiture du Parti québécois dans Mercier, Bruno Vens, souhaite que la course au leadership amène «du sang neuf marié avec l'expérience» pour que se développe une «nouvelle façon de voir la souveraineté, d'en faire la promotion, de l'expliquer, de revoir la stratégie avec un échéancier précis»

CHRONOLOGIE

SUITE DE LA PAGE 1

rales l'entraînait dans une réflexion profonde sur l'avenir politique du Québec et sur le rôle qu'il devait y jouer. Malgré ces questionnements, ses proches collaborateurs se sont étonnés qu'il annonce si rapidement son intention de quitter la vie politique.

À l'issue de la dernière session parlementaire, Lucien Bouchard a rendu visite à sa mère. Puis il a passé le reste de ses vacances des Fêtes auprès de sa famille, à Montréal. Le résultat des dernières élections fédérales, et non pas l'affaire Michaud qui, pourtant, représentait pour lui ce qu'il arrivait le moins à supporter au sein du PQ, a alimenté sa réflexion. Comment les Québécois ont-ils pu accorder davantage de voix aux libéraux de Jean Chrétien, comment ont-ils pu ne participer que faiblement à ces élections, après tous les assauts qu'Ottawa a perpétrés contre le Québec, se demandait-il. Après l'Union sociale imposée sans l'accord du Québec, après les Bourses du millénaire et la multiplication des chaires fédérales de recherche, deux exemples d'intrusions destructurantes dans les champs de compétence du Québec, après l'adoption du projet de loi C-20 qui restreint les pouvoirs de l'Assemblée nationale, les Québécois ont été plus nombreux à voter pour le PLC que pour le Bloc québécois. Devant des Québécois incapables de se brancher, préférant manger à tous les râteliers du statu quo, sa famille a évidemment davantage compté, aux yeux de Lucien Bouchard, que le service d'une nation qui a déjà sacrifié René Lévesque à son indécision.

RADIOGRAPHIE

SUITE DE LA PAGE 1

indique Denise Lalonde. «Je suis toujours sur le qui-vive, parce que les appels entrent continuellement», raconte Danièle Gauthier, qui travaille à la DPJ depuis 20 ans. Le plus difficile est de se replacer chaque fois dans un contexte différent pour écouter une autre histoire et prendre une décision.»

Et cette décision est importante puisque, si l'appel n'est pas retenu, la demande n'ira pas plus loin. «Il faut toujours se demander si la sécurité et le développement de l'enfant sont compromis. Il faut se référer à la loi et, si on retient le cas, déterminer quelle sera sa priorité [intervention immédiate, au cours des 24 prochaines heures ou au cours des quatre prochains jours].»

Avant de prendre une décision difficile, ces professionnels consultent d'autres collègues, histoire de prendre ses distances de l'appel. Stressant comme emploi? «On n'est jamais à l'abri de se tromper, même si nous sommes une équipe très expérimentée, admet Danièle Gauthier. Des fois, un enfant nous appelle et on se demande si on devrait envoyer quelqu'un immédiatement. Et si on apprendait le lendemain dans les médias que l'enfant est mort... Certains cas sont très clairs et ils entrent dans le cadre de la loi, mais il arrive souvent que ce soit moins évident.»

Si le signalement est retenu, il sera ensuite examiné par l'équipe d'évaluation qui jugera si une intervention est nécessaire. Si tel est le cas, on décidera ensuite ce qui sera fait. «Il faut prendre rapidement une décision, car c'est très intrusif d'intervenir dans la vie des gens», glisse Denise Lalonde.

Parfois, avoue-t-elle, la décision n'est pas simple. «Nous desservons la clientèle francophone de l'île, mais aussi la clientèle allophone [environ 40% des cas]. Il nous arrive d'avoir besoin d'un interprète et de devoir nous référer à des organismes communautaires pour bien comprendre le contexte culturel dans lequel l'enfant vit. On travaille, par exemple, avec des familles où le vaudou fait partie du quotidien.»

C'est au service d'évaluation et d'orientation que re-

vient cette délicate analyse. Ce groupe a la charge de rencontrer l'enfant, les parents et les connaissances de l'enfant pour déterminer si les faits signalés sont fondés et, si tel est le cas, pour déterminer comment corriger la situation. «C'est nous qui sonnons à la porte des gens la première fois, alors vous pouvez vous imaginer que les parents ne nous accueillent pas à bras ouverts. On débarque dans leur vie sans avertissement et on leur dit qu'il y a eu un signalement», explique Suzanne Dessureault, adjointe clinique à ce service.

«On est conscients, à chacune de nos décisions, que c'est la vie d'un ou de plusieurs enfants qui est en jeu», poursuit Mme Dessureault. Elle cite en exemple le cas d'une mère qui a un problème de santé mentale confirmé par son psychiatre, mais qui le nie alors qu'elle n'est plus capable de prendre soin de sa petite fille. «Quand il faut sortir un enfant, c'est la chose la plus déchirante. L'enfant a souvent beaucoup de peine. Je prends l'exemple d'un enfant battu par un parent. Ce n'est pas parce qu'il n'aime pas le geste qu'il n'aime pas cette personne.»

Advenant la nécessité d'une intervention, la DPJ établira un plan qui sera sujet à l'approbation des parents. S'il y a litige, c'est la cour qui tranchera. «L'idée est que les parents s'approprient les inquiétudes que l'on entretient en ce qui concerne l'enfant», explique Suzanne Dessureault.

Lorsque la DPJ failit, les médias sont prompts à dénoncer son inaction... ou son intervention trop rapide. Cette mauvaise presse laisse un goût amer aux gens qui travaillent à la DPJ. «Les parents qui sont contents de nos services, il y en a, soutient Mme Dessureault. Mais ce ne sont pas eux qui téléphonent aux médias pour le dire.» Et que dire de l'approche adoptée par les CJM? Souvent décriée, l'approche dite «milieu» favorise le maintien de l'enfant dans sa famille. Plus de 60% des enfants (soit près de 5000) qui reçoivent des services des Centres jeunesse montréalais vivent encore dans leur milieu familial. «Cette approche a ses avantages et ses limites et il faut le reconnaître», avoue Suzanne Dessureault. Rester dans sa famille n'est souvent pas la situation idéale, mais l'enfant garde des liens affectifs importants.»

CERVEAUX

SUITE DE LA PAGE 1

cerveaux. Un autre est un professeur de psychologie tout droit venu de l'Université de Tel-Aviv, en Israël, et trois autres enfin sont des Américains qui ont accepté de quitter les Princeton University, Duke University et MCP Hahnemann University pour venir travailler à McGill.

«Les conditions sont intéressantes, c'est sûr, mais le prestige lié au processus de sélection du Programme de chaires de recherche du Canada joue aussi un grand rôle dans la décision des candidats», ajoute Luc Vinet, qui admet que plusieurs de ces mêmes candidats avaient déjà refusé des avances de McGill auparavant, faute d'appâts suffisamment alléchants.

Si l'Université de Montréal a recruté ses premiers candidats à l'intérieur du Québec, se permettant tout de même de faire du maraudage chez ses voisines, elle compte recruter plus de 75% des 120 candidats que lui promet le programme en cinq ans à l'étranger. «C'est un programme qui nous offre des conditions exceptionnelles, que nous n'avions pas, pour aller chercher des candidats d'excellence, ce qui est primordial à l'heure où nous sommes en train de renouveler entièrement notre corps professoral», explique Robert Lacroix, recteur de l'UdeM.

«Vous voulez faire revenir au Québec un des collègues que vous avez perdus il y a quatre ans?» ajoute le recteur Lacroix. Vous lui présentez le «kit de séduction» lié au programme, et il est tout de suite intéressé.» Ce «kit» comprend non seulement une somme de 100 000 \$ ou 200 000 \$ par chaire chaque année — selon qu'il s'agit d'une chaire junior ou senior —, mais aussi des montants d'installation de la chaire (équipement, laboratoire, etc.) fournis conjointement par le Fonds canadien pour l'innovation et le gouvernement du Québec, pouvant représenter plus de 200 000 \$ par chaire. En plus, le chercheur a accès aux subventions fédérales liées généralement à la constitution d'une chaire, ce qui peut composer une fortune approchant le million lorsqu'on sait que l'université peut renchérir au gré de ses moyens.

«Le programme de chaires est sans aucun doute très intéressant parce qu'il nous permet d'accroître le corps professoral et d'être compétitif sur le plan international pour aller chercher des experts de grande réputation», explique François Tavenas, recteur de l'Université Laval, également président de la Conférence des recteurs et principaux d'université du Québec (CREPUQ).

Si Laval a choisi dans un premier temps d'utiliser le programme pour retenir certains de ses professeurs de haut calibre qui étaient eux-mêmes courtisés par les États-Unis, elle compte utiliser les avantages financiers indéniables liés au programme pour en rapatrier, et en recruter de nouveaux à l'étranger.

Le Programme de chaires vise clairement à «attirer et à conserver les meilleurs chercheurs» au Canada. «Nous savons tous qu'il y a une forte concurrence dans le monde pour les meilleurs chercheurs, et le Canada doit tout faire pour retenir ses meilleurs candidats et aller en chercher d'autres à l'étranger», explique à ce sujet René Durocher, directeur exécutif du Programme de chaires de recherche du Canada.

Des 195 chaires de recherche octroyées à la mi-décembre, 24% sont destinées à des universités québécoises. L'opération a permis de rapatrier six Canadiens partis œuvrer aux États-Unis et huit candidats qui ont quitté l'étranger, l'un venant d'Israël, un autre d'Angleterre et les six autres des États-Unis.

«C'est McGill qui détient le record du recrutement étranger, c'est clair», explique M. Durocher. L'établissement a décidé en effet de destiner les sommes liées à ce programme uniquement aux efforts de recrutement externe, décidant de concurrencer le programme fédéral par un programme de bourses similaire mais interne, financé à même le budget de fonctionnement et destiné aux professeurs de McGill, eux-mêmes souvent courtisés par le marché américain.

Pour les cinq années que dure le programme, les prévisions effectuées par le gouvernement fédéral octroient notamment 171 des 2000 chaires à McGill, 118 à l'Université de Montréal, 96 à l'Université Laval, 36 à l'Université de Sherbrooke, 29 à l'UQAM, 23 à Polytechnique, 21 à Concordia et 18 à l'INRS. Selon ces prévisions, le Québec obtiendrait 28% de l'ensemble des chaires, arrivant deuxième derrière l'Ontario.

Le conseil de Chapters refuse la dernière offre de Trilogy

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Le conseil d'administration de Chapters Inc. a rejeté la nouvelle offre publique d'achat soumise par Trilogy Retail Enterprises, estimant que la somme de 15 \$ par action demeurait «insuffisante» en raison de la croissance des bénéfices que devrait enregistrer la plus importante chaîne de librairies au pays.

«Après avoir examiné la plus récente offre de Trilogy d'augmenter de façon marginale le prix proposé pour les actions de Chapters, le conseil d'administration de Chapters a voté à l'unanimité en faveur du rejet de l'offre», a déclaré le président du conseil de détaillant, David Peterson, en fin de journée hier.

«Cette proposition demeure tout simplement insuffisante compte tenu des bénéfices déclarés pour notre plus récent trimestre, de la forte saison de ventes des Fêtes et des résultats prévus pour les deux années à venir», a expliqué M. Peterson.

La compagnie a fait état d'une hausse de 27% de ses ventes sur Internet, lors du troisième trimestre, ramenant du même coup ses pertes à 7,3 millions.

Fini l'uranium appauvri

Londres — La Royal Navy se débarrasse progressivement de ses obus à l'uranium appauvri qui équipent 14 de ses bâtiments, le fabricant américain ayant cessé de produire ces munitions, a déclaré hier soir le ministère britannique de la défense. Selon le Times de Londres, la société américaine a pris sa décision car elle s'inquiétait des incidences sur la santé de ce matériau soupçonné d'avoir provoqué des cancers et autres maladies chez d'anciens combattants des guerres du Golfe et des Balkans. Ce type de munitions est utilisé par un système antimissiles de conception américaine, le Phalanx, qui équipe les destroyers de classe 42 et trois autres bateaux de la marine de guerre britannique.

LE DEVOIR

LES SPORTS

HORS-JEU

Du génie

Palsambleu de ventre-saint-gris que le temps passe vite. Bientôt un an déjà. Vous en souvient-il, le 18 janvier 2000, le ministre fédéral de l'Industrie d'alors, John Manley, annonçait un programme d'aide financière aux franchises canadiennes de sport professionnel. Puis, le 21 janvier, dans un geste qui n'était pas sans rappeler les pirouettes de Johnny Rodgers qui entrainait dans la zone des buts à reculons à l'époque glorieuse de nos Alouettes, il faisait volte-face et disait: bon bien c'est ça qui est ça, faites donc comme si j'avais rien dit.

Vous en souvient-il, les députés fédéraux avaient été enlevés sous un milliard de tonnes d'appels de citoyens outrés. Même les thuriféraires du merveilleux monde médiatico-sportif, ordinairement plus portés à se montrer ébaubis devant un muscle en sueur (oui oui, ça se peut) qu'à se préoccuper de la ligne du bas dans un rapport financier, avaient presque unanimement décrété que tout ça n'avait pas d'allure. Le gouvernement avait compris et pilé sur son maudit orgueil. On croyait le dossier clos.

Car cette semaine, peut-être en guise de festivités à l'aube du premier anniversaire du triomphe de la raison, le directeur général des Canucks de Vancouver, Brian Burke, a rouvert le placard aux squelettes, pour reprendre une expression du terroir. «Nous avons eu des indications voulant qu'il y ait de la lumière au bout du tunnel», a dit Burke, usant d'une métaphore ferroviaire qui n'est pas sans nous rappeler que si ce pays s'est développé jusqu'à la côte du Pacifique, on doit une fière chandelle au train. Il a parlé de «quelques provinces et [du] gouvernement fédéral», mais sans plus.

A suivi la litanie habituelle: «Mes impôts et vos impôts servent à aider l'industrie du cinéma, cela signifie donc qu'il existe des secteurs que le gouvernement n'a pas d'objection à aider. Comment pourrions-nous accéder à cette liste? Je ne sais pas. Tout ce que je sais, c'est qu'ils utilisent notre calendrier et nos ressources pour générer des millions de dollars en revenus [par le biais des loteries sportives] et que cela est tout à fait inéquitable et injuste.»

Encore? Ne nous privons pas, il paraît que ça crée de la frustration et des ulcères variqueux. «C'est un dossier très frustrant pour moi parce que les gens s'attachent toujours à l'idée qu'il s'agit d'aider des joueurs et des propriétaires millionnaires. C'est difficile pour moi d'en parler sans m'énerver. Pourquoi les entreprises qui créent des emplois et paient des impôts n'ont-elles pas droit à un appui ou à de la considération?»

«Je ne comprends pas. Combien de wagons devront tomber dans le précipice avant que les gens ne réalisent que le train est en difficulté?», a demandé Burke, qui s'y connaît vraiment en matière de déraillement, semble-t-il.

Et combien faudra-t-il encore entendre de niaiseries avant que quelqu'un songe à quelque chose qui commencerait à ressembler à un partage des revenus?

Dans la série «la foute publicéité est partout, même quand elle n'est nulle part», une histoire pas piquée des hannetons en provenance de Denver. On ne le sait que trop, l'une des plaies de notre temps (à égalité avec la famine dans le monde) réside dans la vente de droits d'appellation des stades. Plus moyen de faire un pas sans se retrouver à l'aréna Pepsi, au centre BankAmerica ou au parc Micheline Patates frites - Repas complets. Ça tombe sur la raquette, à la fin, et même au début.

Or à Denver, un nouveau stade pour les Broncos (NFL) ouvrira ses portes au début de la saison 2001. La chose, une splendeur, le mot n'est pas trop fort, construite au coût de 400 millions \$US, a été entièrement financée par des fonds publics. Il y a quelques mois, les responsables du stade se sont mis en frais de trouver un commanditaire désireux de donner son nom à l'amphithéâtre, ce qui permettrait de recueillir entre 50 et 90 millions \$US et ainsi de faire économiser une trentaine de dollars à chaque contribuable des six districts du Colorado ayant participé à l'effort de guerre.

C'est alors qu'un restaurateur local du joli nom de John Hickenlooper a dit: juste un instant. Ce sont nous, les citoyens, qui avons payé, ce sont nous qui allons choisir le nom du stade. Or nous aimons le nom de l'ancien, Mile High Stadium, un symbole puissant puisque Denver est située à un mille au-dessus du niveau de la mer (qu'on voit danser le long des golfes clairs), et nous voulons le garder. Hickenlooper a fait faire un sondage, distribué des affiches aux portes du stade, constaté un fait: les gens sont très majoritairement d'accord avec lui.

Flairant le vent, le maire Wellington Webb a emboîté le pas et est devenu un fervent partisan du Mile High. Il en a fait une cause personnelle. Un nom d'entreprise? Over my dead body, a-t-il dit sur un ton et avec un accent qui n'étaient pas sans rappeler ceux qu'emprunta Winston Churchill pour demander à son peuple du sang, de la sueur et des larmes.

Résultat: toutes les entreprises qui auraient pu être intéressées à une commandite se sont mises à hésiter juste un peu. Qui voudrait être le fatigant qui imposerait son nom de sale exploitateur capitaliste? Qui voudrait courir le risque d'une campagne de boycottage en règle? Quel maso tiendrait à se faire accompagner aux portes de la ville dans une confection de goudron, de plumes et de sauce à Big Mac? Hein, qui?

Autre résultat: d'évidence, ainsi que le prescrit la loi de l'offre et de la demande (qui n'a pas encore été amendée), le prix à payer pour une éventuelle commandite a considérablement baissé. Ce qui a amené des fins finauds, en fait trois entreprises dont la brasserie Coors, à proposer d'acheter les droits d'appellation du stade mais de ne pas les utiliser. Le nouveau stade serait donc le Mile High Stadium, point, et tout le monde dans la région saurait que c'est grâce à Coors qu'il pourrait continuer de s'appeler ainsi! On devrait en savoir plus sur ce projet aux environs du Super Bowl.

Mais quoi qu'il en soit, nous vous le disons et vous le redisons, messieurs dames, l'humain n'est jamais une aussi belle créature que lorsqu'il est de son génie. jdion@ledevoir.com



Jean Dion

Le Canadien réclame le Suédois Johan Witehall

FRANÇOIS LEMENU
PRESSE CANADIENNE

Atlanta — Le Canadien aura un nouveau visage dans sa formation lorsqu'il accueillera les Coyotes de Phoenix ce soir au Centre Molson. Le Tricolore a fait l'acquisition hier de l'ailier gauche Johan Witehall qu'il a réclamé au ballottage.

Witehall faisait partie de l'organisation des Rangers de New York. Il a été un choix de huitième ronde de la formation new-yorkaise au repêchage de 1998.

Cette saison, le Suédois a récolté trois passes en 15 rencontres dans l'uniforme des Rangers. Il lui est arrivé de former un trio avec Mark Messier et Adam Graves. Il a aussi joué en compagnie de Tim Taylor et Sandy McCarthy. Agé de 29 ans, Witehall a participé à un total de 28 matchs dans la Ligue nationale. Son dossier s'établit à un but et quatre passes.

«Il peut nous aider même s'il n'est pas la trouvaille du siècle», a commenté Martin Madden. «Mais c'est un fier compétiteur que j'ai bien connu lorsque j'étais chez les Rangers. Je l'ai surtout vu

jouer à Hartford, où il a été un des grands artisans de la conquête de la coupe Calder par le Wolfpack.»

Un bon patineur
Selon l'adjoint du directeur général André Savard, Witehall va apporter un élément de vitesse au Canadien.

«Ce n'est pas un grand marqueur», prévient Madden en parlant de l'athlète de Göteborg, qui fait six pieds un pouce et 198 livres. «Mais sa rapidité lui permet de créer des chances de marquer. Il travaille fort et il excelle en désavantage numérique.»

L'arrivée de Witehall comble un vide compte tenu des nombreux blessés. Le Canadien est en effet privé de six attaquants — Martin Rucinsky, Benoît Brunet, Dainius Zubrus, Trevor Linden, Craig Darby, Andreï Bashkirov — pour des périodes prolongées. «Nous croyons qu'il s'agit d'une bonne acquisition dans notre situation», dit Mad-

den. Il y a évidemment les blessures mais aussi des questions d'ordre économique.»

Le contrat de Witehall se termine à la fin de la saison. Son salaire dans la Ligue nationale est de 500 000 \$US.

Witehall a mis beaucoup de temps avant d'accéder à la Ligue nationale.

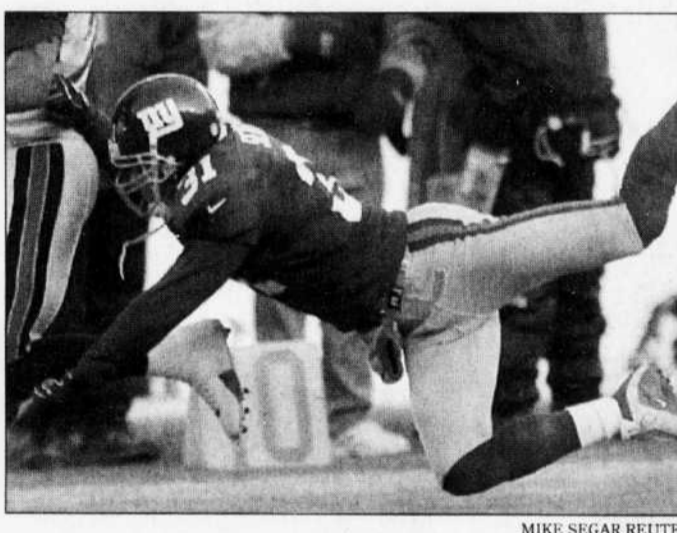
En fait, il a même progressé lentement dans son pays. Il a joué en deuxième et même en troisième division avant d'atteindre la Ligue élite en 1997-98 avec le Leksands IF.

«C'est vrai qu'il a pris un certain temps, reconnaît Madden. Mais à cause de cela, il n'est pas un joueur usé.»

Witehall devient le premier Suédois chez le Canadien depuis Jonas Hoglund. «On ne peut vraiment pas les comparer. Hoglund a de meilleures mains, du moins depuis qu'il joue à Toronto. Par contre, Witehall possède un meilleur coup de patin. J'espère qu'il sera encore à Montréal à la fin de la saison.»



FOOTBALL



Jason Sehorn, le demi de coin des Giants, sera-t-il trop débordé?

Un duel de Vikings et de Giants

PHILIPPE REZZONICO
PRESSE CANADIENNE

Ceux qui avaient prévu une finale de l'Association nationale de la NFL entre les Vikings du Minnesota et les Giants de New York au mois d'août dernier étaient des visionnaires hors du commun.

La finale de demain en sera une en contrastes, avec des Vikings (12-5) misant sur une attaque foudroyante face à des Giants (13-4) très solides en défense.

Avec Randy Moss et Cris Carter sur les flancs, Robert Smith dans le champ arrière et Daunte Culpepper au poste de quart, les Vikings vont marquer leur part de points, et les Giants le savent.

Les options du coordonnateur à l'attaque Sherman Lewis sont trop nombreuses pour que les Giants puissent neutraliser les Vikings comme ils ont embouteillé les Eagles de Philadelphie la semaine dernière.

Certes, la bombe, l'une des armes préférées des Vikings, est moins efficace dans le Giants Stadium, où tourbillonnent les vents. Mais ce n'est pas tant de ça que Jason Sehorn et Dave Thomas, les demis de coin des Giants, vont devoir se méfier.

Culpepper va plutôt tenter des remises à Moss sur des tracés à l'intérieur, à 15 ou 20 verges, afin de permettre à l'ultra-rapide receveur de devancer ses poursuivants. La semaine dernière, Moss a capté des passes de touchés de 53 et 68 verges face aux Saints, mais la première réception a été faite à 12 verges de sa ligne de mêlée, et l'autre, pratiquement

dans le champ arrière. Ce sont ses jambes qui ont fait le reste.

A six pieds quatre pouces, Moss est également beaucoup trop grand pour Sehorn, qui devrait être son couvreur attiré. Le demi de coin vedette des Giants pourrait avoir besoin d'aide, mais Carter devrait faire sa part pour empêcher les trop nombreuses doubles couvertures auprès de son coéquipier. Bref, les Giants ne pourront que contenir les Vikings.

Ces Giants, justement, on subi trois de leurs quatre revers du calendrier régulier à domicile, ce dont les Vikings ont dû prendre bonne note. Ils ont par contre une fiche de 9-0 quand ils mènent après un quart ainsi qu'un dossier de 10-0 quand ils dominent à la demie, preuve de la capacité de leur défense de protéger une avance. C'est d'ailleurs le piège qui guette les Vikings.

John Randle et ses coéquipiers de la première ligne défensive des Vikings devront mettre de la pression sur le quart Kerry Collins. Pas évident.

Lomas Brown, l'ancien des Lions que les Giants ont embauché, Glenn Parker, le vétéran des Bills qui a participé aux quatre matchs du Super Bowl avec Buffalo, Dusty Zeigler, Luke Pettigout et Ron Stone, qui s'en va au Pro Bowl, n'ont concédé que 28 sacs du quart durant la saison. Ils sont gros et pas faciles à déplacer.

Si Collins a du temps, il a des armes à sa disposition avec les receveurs Amani Toomer et Ike Hilliard et les porteurs de ballon Tiki Barber et Ron Dayne, la recrue qui a très bien fait cette année. Mais en feront-ils assez?

Ça fait plutôt l'affaire des Vikings, dont la seconde année n'est pas la plus redoutable. Elle a quand même montré de belles choses la semaine dernière malgré la présence de Robert Tate — à sa première saison comme partant — et de Wasswa Serwan-ga, un joueur de deuxième année, aux postes cruciaux de demis de coin. Avec Randle sur la première ligne et le demi de sûreté Robert Griffith pour diriger la circulation, cette défensive est moins poreuse qu'il n'y paraît. Mais c'est la première ligne qui devra s'imposer.

En dernière instance, nous favorisons légèrement les Vikings en raison de la solidité de leurs unités spéciales ainsi que de la présence de Mitch Berger et Gary Anderson.

Les Ravens tiendront-ils le coup contre les Raiders?

PHILIPPE REZZONICO
PRESSE CANADIENNE

Il y a des lustres que l'on a vu une unité défensive aussi imperméable que celle des Ravens de Baltimore et un secondaire aussi dominant que Ray Lewis.

Dans le premier cas, il faut remonter au fameux rideau de fer des Steelers de Pittsburgh des années 70. Dans le second, il faut revenir au moins une décennie en arrière et aux beaux jours de Lawrence Taylor avec les Giants de New York. Cela sera-t-il suffisant pour remporter la finale de l'Association américaine face aux Raiders d'Oakland?

Il y a certes plusieurs points qui militent en faveur des Ravens. Ils sont maintenant rendus à 35 matchs consécutifs sans permettre à un seul porteur de ballon d'amasser plus de 100 verges de gains au sol. Par contre, ils affrontent la meilleure équipe du circuit à ce chapitre.

Les Raiders ont en effet récolté 2470 verges au sol durant l'année. En moyenne, Oakland récolte 160 verges de gains par la course avec Tyrone Wheatley, Napoleon Kaufman, le nouveau venu Terry Kirby ou le quart Rich Gannon, qui a lui-même amassé plus de 500 verges au sol cette année.

Les Ravens stoppent d'ordinaire l'adversaire aux alentours de 60 verges de gains par match. Il y a évidemment quelqu'un qui ne remplira pas sa part du mandat demain.

Les Raiders ont aussi un arsenal aérien comme les Ravens n'en ont pas vu souvent cette année avec les receveurs Tim Brown, Andre Rison, James Jett ainsi que les gigantesques ailiers rapprochés Rickey Dudley et Jeremy Brigham, qui mesurent tous deux six pieds six pouces. Et c'est là que la tâche de Ray Lewis et des Ravens se complique.

A la première ligne, les Ravens ne sont pas manchots avec les massifs plaqueurs Tony Siragusa et Sam Adams ainsi que les ailiers défensifs Rob Burnett et Michael McCrary, un groupe qui excelle à mettre de la pression sur le quart adverse.

Sauf que stopper les Broncos, décimés par les blessures, ou freiner les Titans, qui n'ont aucun receveur pouvant réussir le gros jeu, c'est une chose. On masse le maximum de joueurs à la ligne de mêlée et le tour est joué. Lewis et ses collègues secondaires Peter Boulware et Jamie Sharper ne sont pas mauvais à ce petit jeu. Là, les Ravens vont devoir choisir selon les situations et, surtout, savoir quand blitz.

Courir après Gannon n'est pas une mince affaire, mais ce dernier devra se méfier de Lewis s'il effectue des courses au centre.

Pour l'emporter, les Ravens vont devoir marquer des points. Contre les Titans, l'unité défensive en a inscrit 14. C'est beaucoup. Mais cinq passes complétées et six premiers jeux ne suffiront pas face aux Raiders, à moins que ces derniers ne commettent une série de gaffes et d'échappés.

Beaucoup d'observateurs ont souligné les cinq passes complétées par Trent Dilfer face aux Titans mais peu de gens ont noté le nombre de passes déçues ce jour-là: 16. Le chiffre, minime lui aussi, indique bien le style de jeu des Ravens.

Plus Dilfer tente de passes — lui qui a 11 interceptions à sa fiche durant le calendrier régulier —, plus les Ravens risquent de perdre le match. La défense et pas mal d'opportunités ont mené l'équipe de Brian Billick très loin cette saison, mais il ne faudrait pas qu'ils accusent un retard rapidement dans ce match.

La défense des Raiders a 21 interceptions par la voie des airs cette saison, Eric Allen en compte six à lui seul. La situation s'annonce déjà ardue pour Dilfer. S'il doit jouer du football de rattrapage, les Ravens vont se faire battre à plates coutures.

Si on parle beaucoup, et avec raison, des performances défensives des Ravens, il ne faudrait peut-être pas oublier que les Raiders ont lésivé les Dolphins 27-0 la semaine dernière. Avec leur attaque aérienne anémique et un jeu au sol prévisible, les Dolphins ressemblent beaucoup aux Ravens à ce chapitre. D'ailleurs, l'attaque des Ravens a marqué 333 points cette année, et celle des Dolphins en a inscrit 323 au tableau.

Il y a aussi un autre facteur qui milite en faveur des Raiders, au delà de la tenue du match à domicile. Non seulement les Ravens en seront à une troisième rencontre éliminatoire en 15 jours, ce qui est beaucoup, mais cette équipe a livré des matchs très physiques et il est possible qu'ils manquent de jus en deuxième demie.

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

	G	P	NDP	BP	BC	Pts
Ottawa	23	12	6	0	132	97 52
Toronto	20	14	6	3	133	109 49
Buffalo	21	15	5	1	113	102 48
Boston	16	17	6	4	107	131 42
Montréal	12	25	4	2	104	128 30

Section Atlantique

New Jersey	22	11	8	0	140	97 52
Philadelphie	19	14	9	0	119	117 47
Pittsburgh	19	16	6	1	126	127 45
NY Rangers	16	23	2	1	136	156 35
NY Islanders	11	25	4	2	93	133 28

Section Sud-Est

Washington	19	16	8	1	115	112 47
Caroline	17	16	5	2	100	110 41
Atlanta	15	18	8	1	120	139 39
Tampa Bay	13	21	5	2	110	143 33
Floride	8	21	7	6	91	129 29

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale

St. Louis	28	8	4	1	144	87 61
Detroit	24	13	4	4	131	117 56
Nashville	16	21	7	1	100	117 40
Chicago	17	20	3	2	115	121 39
Columbus	13	25	4	2	99	140 32

Section Nord-Ouest

Colorado	27	8	7	1	133	99 62
Vancouver	22	13	4	4	140	124 52
Edmonton	20	18	6	1	123	125 47
Calgary	15	18	8	4	102	118 42
Minnesota	14	18	8	2	91	99 38

Section Pacifique

San Jose	26	10	6	0	121	92 58
Dallas	24	12	4	1	117	88 53
Phoenix	18	11	1	1	101	89 48
Los Angeles	19	16	7	1	145	130 46
Anaheim	14	20	6	4	108	134 38

Hier

Phoenix à Toronto
N.Y. Islanders à Pittsburgh
Montréal à Atlanta
Philadelphie à Tampa Bay
Caroline en Floride
Chicago à Columbus
Colorado au Minnesota
Detroit à Dallas
Vancouver à Edmonton
Buffalo à Anaheim

Aujourd'hui

N.Y. Rangers à Boston, 13h00
Phoenix à Montréal, 19h00
Toronto au New Jersey, 19h00
Pittsburgh à N.Y. Islanders, 19h00
Atlanta à Washington, 19h00
Philadelphie en Floride, 19h30
St. Louis à Los Angeles, 21h30
Ottawa à Calgary, 22h00
Nashville à San Jose, 22h30

Demain

Anaheim en Caroline, 13h30
Dallas à Tampa Bay, 18h00
Minnesota à N.Y. Rangers, 19h00
Ottawa à Edmonton, 20h00
Colorado à Chicago, 21h00
Calgary à Vancouver, 22h00

Lundi 15 janvier

Anaheim à Pittsburgh, 14h00
Dallas en Floride, 19h00
Minnesota à Columbus, 19h00
Detroit à San Jose, 20h00
St. Louis à Phoenix, 21h00

Mardi 16 janvier

Tampa Bay à Buffalo, 19h00
Los Angeles à Ottawa, 19h00
Philadelphie à N.Y. Rangers, 19h00
Caroline à Montréal, 19h30
Boston au New Jersey, 19h30
Edmonton à Nashville, 20h00
N.Y. Islanders au Colorado, 21h00
Detroit à Vancouver, 22h00

Mercredi 17 janvier

Los Angeles à Toronto, 19h30
Anaheim à Atlanta, 19h30
Columbus au Minnesota, 20h00
Floride à Chicago, 20h30
Nashville à Dallas, 20h30
Pittsburgh à Phoenix, 21h00
Calgary à San Jose, 22h30

FOOTBALL

SÉRIES ÉLIMINATOIRES

Premier tour des séries

Samedi 30 décembre
Miami 23 Indianapolis 17 (P)
N.-Orléans 31 St. Louis 28
Dimanche 31 décembre
Baltimore 21 Denver 3
Philadelphie 21 Tampa Bay 3

Deuxième tour

Samedi 6 janvier
Minnesota 34 N.-Orléans 16
Oakland 27 Miami 0
Dimanche 7 janvier
N.Y. Giants 20 Philadelphie 10
Baltimore 24 Tennessee 10

CHAMPIONNATS D'ASSOCIATION

Dimanche 14 janvier

ASSOCIATION NATIONALE

Minnesota à N.Y. Giants, 12h30

ASSOCIATION AMÉRICAINNE

Baltimore à Oakland, 16h00

SUPER BOWL

Dimanche 28 janvier
Champion de l'AFC c.
Champion de la NFC, 18h00

PRO BOWL

Dimanche 4 février
NFC c. AFC, 17h30



Vers le filet
www.jeuxmartincharette.com